Le débat sur la déchéance de la nationalité : mobilisations politiques du discours historique

Séance du 5 février 2016 à l'Assemblée nationale

Valentin Chémery

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/1283>

DOI : 10.4000/elh.1283

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2017

Pagination : 229-234

ISBN : 978-2-271-11657-4

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Valentin Chémery, « Le débat sur la déchéance de la nationalité : mobilisations politiques du discours historique », *Écrire l'histoire* [En ligne], 17 | 2017, mis en ligne le 28 septembre 2020, consulté le 29 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/1283> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.1283>

Le débat sur la déchéance de la nationalité : mobilisations politiques du discours historique

Séance du 5 février 2016 à l'Assemblée nationale

Dans un discours devant le Parlement réuni en Congrès, trois jours après des attentats qui ont ensanglanté la France et suscité une vague d'effroi dans le pays, le président de la République a annoncé le 16 novembre 2015 une réforme de la Constitution visant, d'une part, à y inscrire l'état d'urgence et, d'autre part, à y introduire la déchéance de nationalité, dans certaines circonstances, pour les binationaux. Le débat ainsi provoqué, quoique théoriquement clos depuis la décision de François Hollande, en mars 2016, d'abandonner le projet de loi constitutionnelle (qui avait pourtant été adopté, fortement amendé, par l'Assemblée nationale, mais retoqué par le Sénat), continue d'agiter les discours politiques, alors que des questions comme celles de l'identité nationale, de l'État de droit, des moyens de lutte contre le terrorisme, prennent une place centrale dans la

campagne présidentielle de 2017. Sans revenir dans le détail sur les différentes étapes du débat (la proposition présidentielle du 16 novembre; la modification du projet de loi par l'Assemblée, qui a supprimé la référence aux binationaux en février; enfin son rejet par le Sénat en mars...) ni sur les nombreuses péripéties médiatiques et politiques qui ont conduit au retrait du texte, il s'agit de voir de quoi se sont nourries les discussions et, plus particulièrement, quelles références historiques les députés ont convoquées pour justifier ou combattre la mesure proposée.

Le débat sur la déchéance de nationalité s'est en effet construit dans une mobilisation permanente d'arguments historiques, de résurgences du passé. Les femmes et les hommes politiques qui ont décidé d'y prendre part sont allés chercher références et exemples dans

l'histoire des deux siècles derniers pour mieux assener leurs arguments, leur donner le poids et l'efficacité qui semblaient manquer à la proposition elle-même. Il n'y a là rien d'original, rien non plus qui puisse susciter l'indignation (ni celle de l'historien ni celle du citoyen) : le travail législatif suppose un regard rétrospectif sur les évolutions du droit, une immersion dans les textes et dans leurs implications au passé pour jauger les effets que leur modification pourrait avoir au présent. En outre, une question aussi essentielle pour une société que celle de la nationalité (dont l'enjeu est très exactement de savoir qui dans cette société dispose des droits de citoyen et qui n'en dispose pas – la nationalité et la citoyenneté en France ne sont plus découplées), de l'attribution de la nationalité, ou de sa *soustraction*, ne peut se penser que dans un rapport au temps long, et qu'au regard de la construction (car c'en est une) de l'idée de nation et de communauté nationale. Mais la manière dont ont été utilisés les arguments historiques dans ce débat mérite, elle, d'être interrogée, car elle révèle au présent des conceptions clivantes du rapport à l'histoire et à sa mobilisation dans le débat public, tout autant qu'elle brouille, plus qu'elle n'en démêle les fils, notre rapport à la nationalité.

Le 5 février 2016¹, Manuel Valls prend la parole devant l'Assemblée nationale pour défendre le projet de loi constitutionnelle de protection de la Nation, projet dans lequel s'inscrit encore, à l'époque, la proposition du président de la République. Dès les premières minutes de son discours, le Premier ministre avance un certain nombre d'arguments historiques pour justifier la cohérence de la proposition (plus que son efficacité

dans la lutte contre le terrorisme) et l'inscrire dans la continuité d'une tradition française de l'accès à la nationalité fondé certes sur le droit du sol (depuis 1889²), mais aussi sur le partage d'un certain nombre de valeurs « républicaines », sur une communauté de destin, « un plébiscite de tous les jours³ », une nécessaire adhésion active à l'idée de communauté nationale :

Je crois qu'au moment où notre pays s'interroge, nous avons besoin d'actes qui rappellent ce qu'est la nation française, ce que cela veut dire, être français.

Être français, c'est – comment mieux le dire qu'avec les mots de Renan ? – « un plébiscite de tous les jours » ; c'est partager nos valeurs d'égalité, d'ouverture, de tolérance ; c'est une envie de construire l'avenir ensemble.

S'inscrivant par cette déclaration liminaire dans la « chaîne des temps⁴ », reprenant à son compte la conception de la nation d'un Fustel de Coulanges⁵ ou d'un Renan, le chef du gouvernement décide ensuite d'aller tirer les fils de la déchéance de nationalité dans l'histoire française afin de démontrer aux députés que l'idée même appartient bel et bien à notre histoire et ne contredit en rien cette conception française, générique et élective, de l'attribution de la nationalité :

La déchéance de nationalité fait partie intégrante de la République. Tout a commencé en 1848, avec le décret combattant l'esclavagisme. La communauté nationale a dit alors clairement son refus. Elle a clairement exclu de son système de valeurs, de sa communauté nationale, ces Français esclavagistes,

c'est-à-dire ces Français qui considéraient qu'un être humain pouvait être privé de sa liberté, devenir la propriété d'un autre, être exploité, échangé, négocié, humilié, mutilé et battu comme un vulgaire objet ou un animal.

C'est donc en 1848 que le Premier ministre décide de remonter; 1848, qui résonne dans l'imaginaire historique national comme l'année du suffrage universel et de l'abolition de l'esclavage. Mais, pour Manuel Valls, c'est aussi l'année où la déchéance de nationalité vient parfaire l'édifice républicain forgé par la révolution de février et cadenassé par la répression de juin. La déchéance vient ici renforcer l'idée même de nationalité, en permettant d'en exclure ceux qui poursuivraient la pratique de l'esclavage, incompatible avec les valeurs de la République. Certes. Mais en regardant un peu plus loin de l'autre côté de la Méditerranée, 1848 est aussi l'année, par exemple, de l'extension massive des territoires civils en Algérie, et donc du passage sous l'autorité civile française de nombreux indigènes algériens, mais sans que leur soit accordée explicitement la nationalité française et en les privant des droits de citoyens, créant de fait par ce statut de sujet de l'empire un *distinguo* majeur au sein de la communauté nationale. Manuel Valls n'évoque pas l'Algérie dans son discours. Pourtant, l'Algérie coloniale est un laboratoire intéressant des pratiques de l'accession à la qualité de Français.

Le Premier ministre effectue ensuite un saut dans le temps et en vient à la Première Guerre mondiale, à l'entre-deux-guerres, à la Seconde Guerre mondiale et à la Libération. On souffle, on admire la vivacité, la sagacité, l'esprit de

synthèse, que l'on a pourtant du mal à suivre:

Les textes de 1915 et 1917, puis celui de 1927 – adopté par le gouvernement d'union nationale de Raymond Poincaré –, ont confirmé l'inscription de la déchéance dans la tradition juridique républicaine. Il y a aussi le décret-loi de 1938 et l'ordonnance de 1945, qui restaure un régime normalisé de la déchéance de nationalité. Il y a enfin, plus récemment, les lois de 1973 et 1993, qui instaurent le régime actuel de l'article 25 du code civil; la loi de 1996, qui étend la sanction de la déchéance aux crimes et délits terroristes; et les lois de 2003 et 2006, modifiant les limitations temporelles de cette sanction.

La déchéance de nationalité aurait ici permis à la République de faire face à la guerre. En autorisant l'exclusion de la citoyenneté française des binationaux allemands (nombreux à l'époque) ou austro-hongrois, la déchéance aurait sauvé la République. Et dans la bouche du Premier ministre, cet argument fait mouche, car, il l'a déjà dit et répété, «la France est en guerre», et la législation doit s'adapter.

L'utilisation de cette période pose néanmoins problème. Et l'hémicycle s'agite. Le Premier ministre semble avoir oublié quatre années, quatre années où la République, justement, a disparu et où le régime qui l'a remplacée a pratiqué la déchéance de nationalité comme aucun autre: Vichy, comme une épine dans le pied de l'histoire de France, toujours. C'est son ancienne ministre et députée écologiste, Cécile Duflot, qui vient rappeler au Premier ministre les heures sombres de la déchéance et, avec elles, celles de l'histoire française:

Mais c'est oublier que le dernier régime à l'avoir massivement utilisé[e] fut le régime de Vichy. (*Exclamations.*)

Il ne s'agit pas ici de faire des parallèles hasardeux, mais, que cela vous plaise ou non, il s'agit de rappeler un traumatisme de notre histoire, né dans un Parlement composé de parlementaires français. Oui, c'est ce qui nous est arrivé!

Le régime de Vichy a en effet exclu de la nationalité de nombreux Français, qu'ils eussent ou non, d'ailleurs, une autre nationalité. Les juifs, bien sûr, mais aussi des communistes et des résistants. Le général de Gaulle sera lui-même déchu le 2 août 1940. L'argumentaire de la députée se construit en mobilisant l'histoire de la Résistance. Elle cite à plusieurs reprises Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, toutes deux au demeurant panthéonisées par le président Hollande le 27 mai 2015. Le Premier ministre évacuera la question d'un lapidaire: «Vichy, ce n'est pas la République!» Le débat peut donc continuer.

1944, justement, date que souligne Cécile Duflot comme celle où le gouvernement provisoire de la République française choisit la peine d'indignité nationale contre celle de la déchéance pour les collaborateurs, est aussi l'année qui voit les anciens sujets français de l'Algérie accéder au statut de citoyens (quoiqu'un statut encore bien imparfait). Depuis 1848 et l'extension du régime civil (et même depuis l'annexion officielle de l'Algérie en 1834), les gouvernements français avaient choisi de construire un statut spécifique pour les populations algériennes, accordant depuis le sénatus-consulte de 1865 la nationalité française

aux indigènes algériens juifs et musulmans, mais leur refusant la citoyenneté. De cette distinction, réaffirmée en 1870, cette fois par un gouvernement républicain, dans les décrets Crémieux pour les seuls indigènes musulmans, émerge un hiatus dans la nationalité française, un statut différencié, un inégal accès aux droits et devoirs du citoyen pour une certaine catégorie de Français⁶. Et c'est bien un autre hiatus que la première proposition de déchéance de nationalité pour les binationaux entendait recréer: une distinction entre Français. L'historien et politologue Patrick Weil, spécialiste de ces questions, l'affirmera à plusieurs reprises dans la presse et sur les plateaux de télévision. Il sera même entendu par la commission des lois du Sénat le 2 mars 2016⁷. Ses arguments, complexes, contextualisés, portés sur le temps long (qui seul permet de saisir en fait la construction de l'identité nationale), ne seront pas repris par les parlementaires. L'historien pourtant intègre à son argumentaire contre la déchéance de nationalité des éléments permettant de comprendre comment la nationalité doit être pensée dans sa construction, positivement, et non seulement par les petits bouts d'histoire où la question de l'exclusion de citoyens prend le dessus. Et c'est justement ce qui n'est jamais abordé, le 5 février 2016 à l'Assemblée, autrement que par de belles citations, de belles déclarations de principe: ce qui lie au présent la communauté nationale, la manière dont l'équilibre fragile qui la constitue doit être regardé, préservé, en s'intéressant à la manière dont tout cela s'est construit.

Mais revenons-en au débat du 5 février 2016. Noël Mamère, autre député écologiste, mobilise l'histoire de la gauche,

de cette gauche qui veut inscrire dans la Constitution une mesure qui semblerait faire honte à ses valeurs, à ses combats passés :

Votre gouvernement s'inscrit dans la lignée de ceux de Guizot, de Thiers, de Jules Moch, de Guy Mollet et de Sarkozy. Il n'a plus rien à voir avec ce que nous sommes, ou ce que nous devrions être, nous, la gauche, ni avec celles et ceux qu'elle a toujours défendus : les pauvres, les opprimés, les invisibles, les déposés, le peuple ! Vous participez à la dépolitisation du peuple, en lui faisant croire que quelques symboles suffiront à empêcher de nouveaux attentats. Vous mentez donc sciemment.

Lui aussi entend «renouer la chaîne des temps», et justement pour en exclure une mesure qui ferait honte à sa famille politique, aux convictions, aux valeurs qui sont les siennes. Mais la manière dont il le fait est tout aussi problématique. En évoquant les «quelques symboles» qui seraient contenus dans cette loi, il annihile lui-même la force de ces symboles, leur importance cruciale dans le pacte républicain et dans l'idée même de nation, «communauté imaginée⁸» et donc construction symbolique avant tout. C'est précisément parce que le symbole véhiculé par la question de la déchéance de la nationalité, celui de l'exclusion de la communauté nationale, nuit profondément à l'unité et à la cohérence de l'idée même de nation qu'il faudrait la rejeter.

On le voit, cette séance dans l'hémicycle a mis l'histoire sur le devant de la scène. Mais l'a-t-elle mise à l'honneur ? Force est de constater que les mobilisations du passé, les arguments historiques

employés l'ont été de manière fort partielle et, plus encore, souvent contre-productive. La conception qui se dégage de l'histoire et de son usage dans le débat public n'en sort pas grandie, et cela, du fait du caractère extrêmement problématique des arguments employés et des références mobilisées. Ils relèvent en effet d'une conception pointilliste de l'histoire, où des événements, extraits d'un contexte plus large, viennent servir de manière orientée les débats du présent, construire un récit à trous, une liste, un catalogue où l'on irait piocher. Pire encore, ce n'est que par les gouffres de son histoire que la question de la nationalité, et avec elle celle de l'identité nationale, est ici abordée. L'histoire, dont le rôle est pourtant central dans la construction symbolique de l'idée de nation, d'identité nationale, et donc de nationalité, est ici découpée de manière que ces questions ne soient abordées que par la négative, par l'exclusion, la rupture, dans les seuls moments où l'identité nationale vacillait et semblait se désagréger, les arguments sur le régime de Vichy constituant un point paroxysmique de cette démarche (c'est pourtant cette période de l'histoire de France qui occupera le plus longtemps les analyses des députés). Les poubelles de l'histoire sont toujours intéressantes à fouiller, mais il serait temps que les politiques puissent s'inscrire dans une optique plus positive et se pencher sur la nationalité non par la question de sa déconstruction, mais en tentant de suivre les fils, nombreux et parfois difficiles à démêler, qui tissent les liens qui la font exister : il serait temps de s'intéresser au temps long, aux périodes où la nationalité française s'est construite dans une perspective intégratrice, à l'histoire

de l'intégration à la nation de populations venues d'ailleurs, tout autant qu'aux ratés de sa construction. En bref, de mobiliser l'histoire autrement que

dans l'urgence et de l'instrumentaliser dans les débats présents, pour mieux répondre, justement, aux urgences du présent.

Notes

- 1 Le compte rendu intégral de cette séance du 5 février 2016 est disponible à l'adresse <www.assemblee-nationale.fr/14/cr/2015-2016/20160122.asp>, cons. 19 janv. 2017.
- 2 La loi du 26 juin 1889 sur la nationalité assouplit en fait celle de 1851, qui prévoyait un accès à la nationalité française des enfants nés de parents étrangers eux-mêmes nés en France. À partir de 1889, l'enfant né en France de parents étrangers nés à l'étranger accède à sa majorité à la qualité de Français et peut le devenir avant par simple déclaration.
- 3 Selon les mots d'Ernest Renan prononcés lors d'une conférence à la Sorbonne le 11 mars 1882. ERNEST RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation?*, C. Lévy, 1882, p. 27.
- 4 L'expression est reprise de la Charte constitutionnelle de 1814, « octroyée » par Louis XVIII au peuple français. Elle témoigne d'un certain rapport à l'histoire et à ses usages politiques, à son utilisation pour ancrer dans un passé une réalité présente.
- 5 Sa lettre à Mommsen du 27 octobre 1870 affirme avec force une conception élective de l'appartenance à la communauté nationale, rejetant l'idée d'une nationalité fondée sur la race ou sur la langue. NUMA DENIS FUSTEL DE COULANGES, « *L'Alsace est-elle allemande ou française?* » Réponse à M. Mommsen, professeur à Berlin, E. Dentu, 1870.
- 6 Sur ces questions, voir Patrick WEIL, « Le statut des musulmans en Algérie coloniale. Une nationalité française dénaturée », dans *La Justice en Algérie (1830-1862)*, publié par l'Association française pour l'histoire de la justice, La Documentation française (Histoire de la justice, 16), 2005, p. 95-109.
- 7 On peut lire le compte rendu de son audition à l'adresse <www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20160229/lois.html#toc16>, cons. 19 janv. 2017.
- 8 Benedict ANDERSON, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.